

Commission paritaire pour les Technologies Orthopédiques CP 340

Convention collective de travail du 25 avril 2014 relative à la promotion de l'emploi et la formation des groupes à risque et aux efforts supplémentaires de formation

CHAPITRE Ier. CHAMP D'APPLICATION

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs occupés dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire des Technologies Orthopédiques (CP 340).

CHAPITRE II MESURES EN FAVEUR DES GROUPES A RISQUES

Article 2.

Ce chapitre est conclu en application de :

- la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), Titre XIII Chapitre VIII, sections 1 et 2 et,
- l'arrêté royal du 19 février 2013 exécutant l'article 189, alinéa 4, de la loi du 27 décembre 2006 précitée.

Conformément aux dispositions de la loi précitée, l'effort de 0,10 % sera d'application, via le Fonds de sécurité d'existence pour les Technologies Orthopédiques, pour stimuler des actions de formation et de recyclage des travailleurs du secteur appartenant aux groupes à risque.

En application du chapitre III, articles 5, 6 et 7 de la convention collective de travail du 25 avril 2014 instituant le «Fonds de sécurité d'existence pour les Technologies Orthopédiques » et en fixant les statuts, la perception de la cotisation trimestrielle destinée aux groupes à risque se fera par les services de l'Office national de la Sécurité sociale.

Article 3.

Conformément à l'article 1er de l'arrêté royal du 19 février 2013 exécutant l'article 189, alinéa 4, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), au moins 0,05% de la masse salariale doit être réservé en faveur d'un ou de plusieurs des groupes à risque suivants :

- 1° les travailleurs âgés d'au moins 50 ans qui travaillent dans le secteur;
- 2° les travailleurs âgés d'au moins 40 ans qui travaillent dans le secteur et qui sont menacés par un licenciement :
 - a) soit parce qu'il a été mis fin à leur contrat de travail moyennant un préavis et que le délai de préavis est en cours;
 - b) soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise reconnue comme étant en difficultés ou en restructuration;
 - c) soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise où un licenciement collectif a été annoncé;
- 3° les personnes inoccupées et les personnes qui travaillent depuis moins d'un an et qui étaient inoccupées au moment de leur entrée en service. Par personnes inoccupées, on entend :

- a) les demandeurs d'emploi de longue durée, à savoir les personnes en possession d'une carte de travail visée à l'article 13 de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée;
- b) les chômeurs indemnisés;
- c) les demandeurs d'emploi qui sont peu qualifiés ou très peu qualifiés au sens de l'article 24 de la loi du 24 décembre 1999 de promotion de mise à l'emploi;
- d) les personnes qui, après une interruption d'au moins une année, réintègrent le marché du travail;
- e) les personnes ayant droit à l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et les personnes ayant droit à une aide sociale en application de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;
- f) les travailleurs qui sont en possession d'une carte de réductions restructurations au sens de l'Arrêté royal du 9 mars 2006 relatif à la politique d'activation en cas de restructurations;
- g) les demandeurs d'emploi qui ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne ou dont au moins l'un des parents ne possède pas cette nationalité ou ne la possédait pas au moment de son décès ou dont au moins deux des grands-parents ne possèdent pas cette nationalité ou ne la possédaient pas au moment de leur décès;

4° les personnes avec une aptitude au travail réduite, c'est-à-dire :

- les personnes qui satisfont aux conditions pour être inscrites dans une agence régionale pour les personnes handicapées;
 - les personnes avec une inaptitude au travail définitive d'au moins 33 %;
 - les personnes qui satisfont aux conditions médicales pour bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'une allocation d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;
 - les personnes qui sont ou étaient occupées comme travailleurs du groupe cible chez un employeur qui tombe dans le champ d'application de la commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux;
 - la personne handicapée qui ouvre le droit aux allocations familiales majorées sur la base d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins;
 - les personnes qui sont en possession d'une attestation délivrée par la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux;
 - la personne bénéficiant d'une indemnité d'invalidité ou d'une indemnité pour accident du travail ou maladie professionnelle dans le cadre de programmes de reprise du travail;

5° les jeunes qui n'ont pas encore 26 ans et qui suivent une formation, soit dans un système de formation en alternance, soit dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle en entreprise telle que visée par l'article 27, 6°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, soit dans le cadre d'un stage de transition visé à l'article 36quater du même arrêté royal du 25 novembre 1991.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 19 février 2013 précité, au moins la moitié de ce 0,05% (0,025%) doit être destinée à des initiatives en faveur d'un ou de plusieurs groupes suivants :

1° les jeunes qui n'ont pas encore 26 ans et qui suivent une formation, soit dans un système de formation en alternance, soit dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle, soit dans le cadre d'un stage de transition ;

2° les personnes inoccupées et les personnes qui travaillent depuis moins d'un an et qui étaient inoccupées au moment de leur entrée en service et les personnes avec une aptitude au travail réduite, qui n'ont pas encore atteint l'âge de 26 ans.

Article 4.

Pour financer les initiatives visées à l'article 2, les entreprises visées à l'article 1er seront dispensées du versement de la cotisation de 0,10 p.c. des salaires bruts au Fonds pour l'Emploi. Cette cotisation au Fonds pour l'Emploi est remplacée par la cotisation trimestrielle au 'Fonds de sécurité d'existence pour les Technologies Orthopédiques' visée à l'article 2 de la présente convention. La cotisation trimestrielle s'élève au moins à 0,10 % sur les salaires par trimestre.

Le montant de la cotisation ainsi que sa perception seront fixés suivant les modalités déterminées à l'article 3 de la convention collective de travail du 25 avril 2014 fixant les cotisations à verser par les employeurs en exécution des articles 5, 6 et 7 de la convention collective de travail du 25 avril 2014 instituant le « Fonds de sécurité d'existence pour les Technologies Orthopédiques » et en fixant les statuts, ainsi qu'en exécution de la convention collective de travail du 25 avril 2014 relative à la promotion de l'emploi et de la formation des groupes à risque et aux efforts supplémentaires de formation.

CHAPITRE III – EFFORTS SUPPLEMENTAIRES DE FORMATION

Article 5.

Dans le cadre de l'arrêté royal du 11 octobre 2007 instaurant une cotisation patronale complémentaire au bénéfice du financement du congé-éducation payé pour les employeurs appartenant aux secteurs qui réalisent des efforts de formation insuffisants en exécution de l'article 30 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, les partenaires sociaux s'engagent, pour réaliser l'objectif global de 1,9 % de la masse salariale globale, à relever annuellement le taux de participation à la formation de 5 points de pourcentage pour l'ensemble du secteur à partir de 1^{er} avril 2014.

Le même engagement est d'application pour l'année 2015.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS FINALES

Article 6.

Le Comité de gestion du Fonds de sécurité d'existence pour les Technologies Orthopédiques fixera les modalités d'exécution des dispositions prévues dans la présente convention collective de travail et veillera à sa correcte exécution.

Article 7.

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er avril 2014 et reste d'application jusqu'au 31 décembre 2015. Elle cesse d'être en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

'Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën'

PC 340

Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2014 ter bevordering van de tewerkstelling en vorming voor de risicogroepen en bijkomende vormingsinspanningen

HOOFDSTUK I. – TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het paritair comité voor de Orthopedische Technologieën (PC 340).

HOOFDSTUK 2 - MAATREGELEN TEN VOORDELE VAN DE RISICOGROEPEN

Artikel 2

Dit hoofdstuk wordt afgesloten in toepassing van:

- de wet houdende diverse bepalingen (I) van 27 december 2006, titel XIII, hoofdstuk VIII, afdelingen 1 en 2 en,
- het koninklijk besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, vierde lid, van bovengenoemde wet van 27 december 2006.

Overeenkomstig de bepalingen van bovengenoemde wet wordt de inspanning van 0,10 pct. gebruikt, via het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Orthopedische Technologieën om de vorming en omscholingsmogelijkheden van de werknemers die tot de risicogroepen behoren te stimuleren.

In toepassing van hoofdstuk III, artikelen 5, 6 en 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst tot oprichting van het 'Fonds voor bestaanszekerheid voor de Orthopedische Technologieën' en tot vaststelling van zijn statuten zal de inning van de trimestriële bijdrage bestemd voor de risicogroepen gebeuren door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Artikel 3

Overeenkomstig artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189 vierde lid van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) dient ten minste 0,05% van de loonmassa voorbehouden worden aan één of meerdere van de volgende risicogroepen:

- 1° de werknemers van minstens 50 jaar oud die in de sector werken;
- 2° de werknemers van minstens 40 jaar oud die in de sector werken en bedreigd zijn met ontslag:
 - a) hetzij doordat hun arbeidsovereenkomst werd opgezegd en de opzeggingstermijn loopt;
 - b) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming die erkend is als onderneming in moeilijkheden of in herstructurering;
 - c) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming waar een collectief ontslag

werd aangekondigd;

3° de niet-werkenden en de personen die sinds minder dan een jaar werken en niet-werkend waren op het ogenblik van hun indiensttreding. Onder niet-werkenden wordt verstaan:

a) de langdurig werkzoekenden, zijnde de personen in het bezit zijn van een werkkaart, bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;

b) de uitkeringsgerechtigde werklozen;

c) de werkzoekenden die laaggeschoold of erg-laaggeschoold zijn in de zin van artikel 24 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de tewerkstelling;

d) de herintreders, zijnde de personen die zich na een onderbreking van minstens één jaar terug op de arbeidsmarkt begeven;

e) de personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke integratie in toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke hulp in toepassing van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

f) de werknemers die in het bezit zijn van een verminderskaart herstructurerings in de zin van het koninklijk besluit van 9 maart 2006 betreffende het activerend beleid bij herstructurerings;

g) de werkzoekenden die niet de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Unie bezitten, of van wie minstens één van de ouders deze nationaliteit niet bezit of niet bezat bij overlijden, of van wie minstens twee van de grootouders deze nationaliteit niet bezitten of niet bezaten bij overlijden;

4° de personen met een verminderde arbeidsgeschiktheid, namelijk:

- de personen die voldoen aan de voorwaarden om ingeschreven te worden in een regionaal agentschap voor personen met een handicap;

- de personen met een definitieve arbeidsongeschiktheid van minstens 33 %;

- de personen die voldoen aan de medische voorwaarden om recht te hebben op een inkomensvervangende of een integratietegemoetkoming ingevolge de wet van 27 februari 1987 op de tegemoetkomingen aan personen met een handicap ;

- de personen die als doelgroepwerknemer tewerkgesteld zijn of waren bij een werkgever die valt onder het toepassingsgebied van het Paritair Comité voor de beschutte en de sociale werkplaatsen;

- de gehandicapte die het recht op verhoogde kinderbijslag opent op basis van een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van minstens 66 %;

- de personen die in het bezit zijn van een attest afgeleverd door de Algemene Directie Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het verstrekken van sociale en fiscale voordelen;

- de persoon met een invaliditeitsuitkering of een uitkering voor arbeidsongevallen of beroepsziekten in het kader van programma's tot werkhervatting;

5° de jongeren die nog geen 26 jaar oud zijn en opgeleid worden, hetzij in een stelsel van alternerend leren, hetzij in het kader van een individuele beroepsopleiding in een onderneming, bedoeld in artikel 27, 6°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, hetzij in het kader van een instapstage,

bedoeld in artikel 36quater van hetzelfde koninklijk besluit van 25 november 1991.

Overeenkomstig artikel 2 van bovenvermeld koninklijk besluit dient minstens de helft van de 0,05% (0,025%) besteed te worden aan initiatieven ten voordele van één of meerdere van de volgende groepen:

1° jongeren die nog geen 26 jaar oud zijn en opgeleid worden in het stelsel van alternerend leren, in het kader van een individuele beroepsopleiding of instapstage;

2° niet-werkenden, en de personen die sinds minder dan een jaar werken en niet-werkend waren op het ogenblik van hun indiensttreding, en de personen met verminderende arbeidsgeschiktheid, die nog geen 26 jaar oud zijn.

Artikel 4

Teneinde de initiatieven vermeld in artikel 2 te financieren, zullen de in artikel 1 bedoelde ondernemingen worden vrijgesteld van de bijdrage van 0,10 p.c. van de brutolonen aan het Tewerkstellingsfonds. Deze bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds wordt vervangen door de trimestriële bijdrage aan het "Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Orthopedische Technologieën" voorzien in artikel 2 van onderhavige overeenkomst. De trimestriële bijdrage bedraagt ten minste 0,10 p.c. van de brutolonen per kwartaal.

Het bedrag van de bijdrage en de inning zullen gebeuren volgens de modaliteiten vastgelegd in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2014 tot vaststelling van de bijdragen te storten door de werkgevers ter uitvoering van de artikelen 5, 6 en 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2014 tot oprichting van het 'Fonds voor bestaanszekerheid voor de Orthopedische Technologieën' PC 340 en tot vaststelling van zijn statuten, en ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2014 ter bevordering van de tewerkstelling en vorming voor de risicogroepen en bijkomende vormingsinspanningen.

HOOFDSTUK III – BIJKOMENDE VORMINGINSPANNINGEN

Artikel 5.

In het kader van het koninklijk besluit van 11 oktober 2007 tot invoering van een bijkomende werkgeversbijdrage ten bate van de financiering van het betaald educatief verlof voor de werkgevers die behoren tot sectoren die onvoldoende opleidingsinspanningen realiseren in uitvoering van artikel 30 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, komen de sociale partners overeen om, met het oog op de realisatie van de globale doelstelling van 1,9 pct. van de globale loonmassa, de participatiegraad aan vorming voor het geheel van de sector met 5 procentpunten jaarlijks te doen toenemen vanaf 1 april 2014.

Dezelfde verbintenis is van toepassing voor het jaar 2015.

HOOFDSTUK IV. – SLOTBEPALINGEN

Artikel 6.

Het Beheerscomité van het "Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Orthopedische Technologieën" zal de uitvoeringsmodaliteiten van de bepalingen voorzien in onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vastleggen en toezien op de correcte uitvoering ervan.

Artikel 7.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 april 2014 en blijft van toepassing tot en met 31 december 2015. Zij houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2016.